

**Convention Collective Nationale du travail du personnel occupé
dans les établissements entraînement de chevaux de courses de trot**

**Avenant N° 58 du 19 janvier 2022 relatif
à la modification de l'article 21 de la convention collective**

SECTEUR PROFESSIONNEL: personnel des établissements de chevaux de courses au trot
SECTEUR GEOGRAPHIQUE: national
OBJET: avenant modifiant l'article 21 de la convention collective
CATEGORIE DE TEXTE: convention collective
DATE DE LA CONVENTION: 9 janvier 1979
ETENDUE PAR ARRETE DU : 21 décembre 1979 (J.O. du 22 janvier 1980)
INTITULE: Avenant du 19 janvier 2022 relatif à la modification de l'article 21 de la convention collective
IDCC: 7013

Il a été convenu de modifier, par la voie d'un avenant, la Convention Collective Nationale du travail du personnel occupé dans les établissements entraînement de chevaux de courses de trot, en son article 21.

Sont intervenus à l'avenant :

Pour les syndicats représentant les employeurs :

- Le SEDJ,

Pour les syndicats représentant les salariés :

- Le SHN/CFE-CGC

- La FGA-CFDT

- La CFTC- Agri

- La FNAF/CGT

- La CGTA-FO

Article 1er

Les dispositions de l'article 21 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 21 Heures d'équivalence lors des déplacements aux courses

Les déplacements aux courses des personnels occupés à temps plein dans les établissements d'entraînement de chevaux de courses au Trot en France sont inhérents à l'activité d'entraînement de chevaux trotteurs, et impliquent

des temps de travail ainsi que des temps d'inactivité comprenant le temps de transport aller retour depuis l'établissement de l'employeur, et le temps passé sur l'hippodrome.

Les parties signataires ont souhaité élaborer un barème d'équivalence fixé à 50 % du temps de transport et du temps sur l'hippodrome pour la comptabilisation des heures ouvrant droit à rémunération, applicable lorsque l'employeur enregistre chaque jour, sur un document prévu à cet effet, le nombre d'heures de travail effectuées par chaque salarié conformément aux stipulations de l'article R 713-36 du code rural et de la pêche maritime. Ce temps hors entreprise est décompté à partir du départ effectif et du retour effectif du véhicule utilisé pour le déplacement.

Le temps de conduite du véhicule étant un temps de travail effectif, le présent barème ne s'applique pas pour le salarié conducteur du véhicule.

La mise en œuvre de ce barème d'heure d'équivalence ne peut en aucun cas entraîner une diminution du salaire de base mensuel du salarié présent sur toute la période concernée. Les heures rémunérées figurent sur le relevé journalier des heures susvisé, dans le respect des durées maximales de travail et de la durée minimale de repos quotidien. L'employeur veillera à ce que les déplacements soient réalisés par les personnels privilégiant le travail aux courses au travail à l'écurie.

La durée maximale hebdomadaire moyenne ne pourra dépasser 48 heures en moyenne sur 4 mois consécutif calculé heure pour heure. Le repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures fixe l'amplitude maximale de 13 heures heure pour heure dans une même journée.

Les repas, dès lors qu'ils sont pris sur un hippodrome ou au cours d'un déplacement aux courses constituent un avantage en nature régi par l'article 19 de la présente convention, le prix du repas étant fixé à 13 euros.

Le temps consacré aux repas ne constitue pas un temps de travail.

Conformément au code des courses au trot, article 36 alinéa 3 et article 37 alinéa 8, le salarié se mettant au service d'un tiers pendant le temps passé sur l'hippodrome devra en faire préalablement la demande à son employeur et obtenir son accord. Le temps consacré à cette monte ne constitue pas un temps de travail et comprend par course la préparation du cheval, la monte en course, l'après course.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris
Le 19 janvier 2022

Pour le SEDJ,

Pour le SHN/CFE-CGC,

Pour la FGA-CFDT,

Pour la CFTC- Agri.

Pour la FNAF/CGT

Pour la CGTA-FO